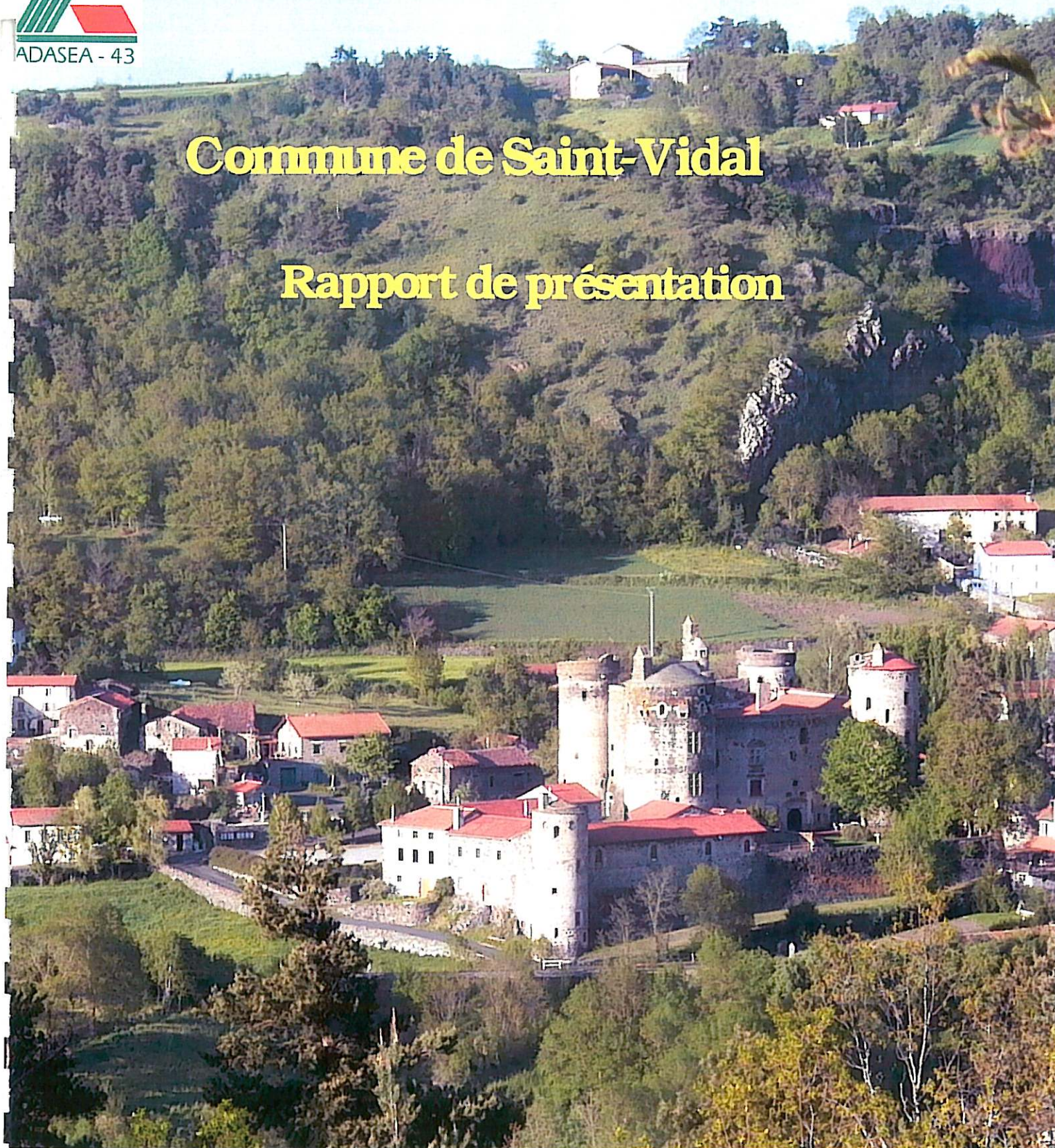


Commune de Saint-Vidal

Rapport de présentation



Approuvé par :

Délibération du Conseil Municipal du : 25/10/2004

Arrêté Préfectoral du : 06/12/2004

SOMMAIRE

Introduction.....	p.1
1^{ère} partie: Saint Vidal hier, aujourd'hui et demain.....	p.2
1. Aspects géographiques	
1.1. Situation administrative	
1.2 Géographie physique - géologie, relief et climat – risques	p.3
1.3. Milieu naturel et occupation des sols	
1.4. Aspects paysagers	p.4
2. Aspects socio-économiques	p.5
2.1. Quelques éléments d'histoire	
2.2. Saint Vidal aujourd'hui	
2.3. Équipements	p.8
2.4. Habitat - perspectives d'évolution	
2.5. Documents supra-communaux	p.9
2^{ème} partie: Le projet de carte communale	p.10
1. Bilan du diagnostic	
1.1. Etat des lieux	
1.2. Perspectives d'évolution	
2. Objectifs de la carte communale.....	p.11
2.1. Les éléments à prendre en compte et les préoccupations	
2.2. Les réponses du document d'urbanisme	
3^{ème} partie: Justificatif du zonage et incidences	p.12
1. Le Bourg	
1.1. Contexte	
1.2. Evolution envisagée	
2. Grazac	p.13
2.1. Contexte	
2.2. Evolution envisagée	
3. Chazelles	p.14
3.1. Contexte	
3.2. Evolution envisagée	
4. Locussol	p.15
5.1. Contexte	
5.2. Evolution envisagée	
5. Bleu	p.16
5.1. Contexte	
5.2. Evolution envisagée	
Conclusion.....	p.17

Introduction

La validité de la précédente carte communale, approuvée par arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 est arrivée à échéance en 2003. La municipalité a décidé de faire appel à l'Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles de Haute Loire pour élaborer un nouveau document, qui prenne en compte les éléments nouveaux du contexte communal et intercommunal, et les évolutions législatives en matière de documents d'urbanisme (Loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, Loi Urbanisme et Habitat du 3 juillet 2003).

Après un diagnostic du territoire exposant l'état initial et les prévisions de développement, le rapport de présentation explique les choix retenus concernant la délimitation de zones constructibles ou inconstructibles (qui font l'objet du plan de zonage), puis évalue les incidences de ces choix.

L'objectif est donc la mise à disposition au Conseil Municipal d'un outil d'aménagement de l'espace communal, respectueux des documents nationaux et des différentes prescriptions qui s'imposent, avec le concours de la Direction Départementale de l'Equipeement et des différents services concernés (voir liste des documents, personnes et services consultés en annexe). La carte communale doit transcrire le projet de la municipalité pour son territoire, projet qui doit pouvoir être défendu devant la population lors de la consultation par enquête publique avant approbation par le Préfet.

1^{ère} partie: Saint Vidal hier, aujourd'hui et demain

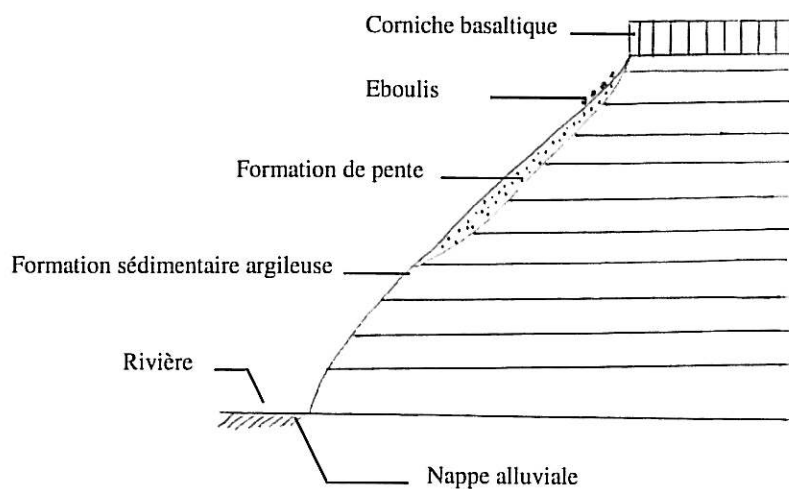
1. Aspects géographiques

1.1. Situation administrative (cf. carte n°1)

Située à 11 km au Nord-Ouest du Puy en Velay, la commune de Saint Vidal fait partie du canton de Loudes . Elle adhère par ailleurs à la communauté d'Agglomération depuis le 1^{er} janvier 2000. La superficie totale est de 771 ha (moyenne départementale : 1 914 ha), et la vie s'organise autour du bourg et de quatre hameaux : Chazelles et Grazac à l'Est, Locussol et Bleu à l'Ouest. L'accès routier au Puy en Velay se fait soit par la RD590, soit par la RN 102.

1.2 Géographie physique - géologie, relief et climat - risques

La topographie communale est marquée par la vallée de la Borne, affluent de la Loire, qui s'écoule à 80 mètres en contrebas et sépare des plateaux volcaniques (830 mètres d'altitude environ) en formant un "canyon" (cf. carte n°3). Sur les plateaux se dressent les gardes (cônes volcaniques d'une centaine de mètres de hauteur), dont la plus marquante est celle de Locussol visible en plusieurs points du plateau. La géologie est liée au contexte volcanique du plateau du Deves, avec une strate inférieure composée d'argiles, une strate supérieure qui correspond au recouvrement volcanique sous forme de basalte essentiellement et de scories sur les gardes (voir coupe de versant ci-dessous).

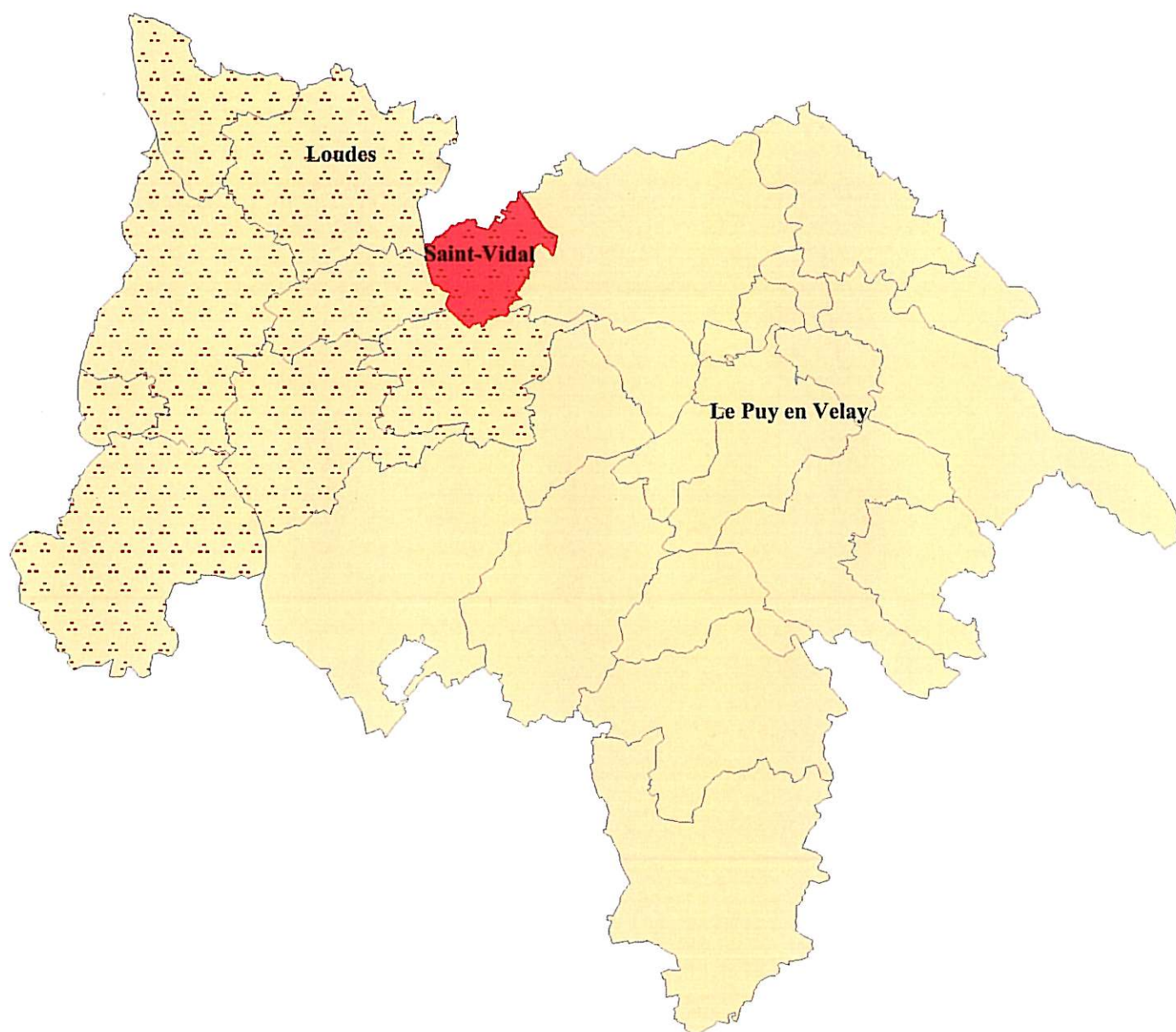


L'évolution morphologique est marquée par deux mécanismes : le débitage des corniches qui alimente en blocs les versants argileux, et des phénomènes de glissement qui sont profonds ou superficiels selon l'épaisseur du sol. En conséquence, la commune est classée à risque (définition du risque - glossaire) pour les mouvements de terrain (cf. extraits du D.D.R.M. en annexe) ; elle a fait l'objet de deux études, l'une en 1987 par des étudiants de l'Université de St Etienne et une étude cartographique du risque par le BRGM/CETE en 1990 (voir document annexe), et a connu récemment des incidents marquants.




Situation administrative



Carte N°1



Légende

-  Commune de St-Vidal
-  Canton de Loudes
-  Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay

Trois zones peuvent être identifiées, avec pour chacune des prescriptions particulières:

- les zones à risque d'éboulement : les projets d'aménagement devront préciser les moyens de protection mis en œuvre (filet par exemple) ;
- les zones de mouvements profonds, où la prévention est difficile, devront faire l'objet d'une étude géotechnique approfondie avant toute construction ;
- les zones de mouvements superficiels, où les efforts doivent porter sur le maintien de l'équilibre naturel des pentes, en collectant les eaux en amont et de surface ainsi que les eaux domestiques pour les rejeter hors du périmètre. Les terrasses de culture et les murs de soutènement doivent par ailleurs être entretenus.

La sensibilité de ces secteurs sera prise en compte dans la définition des zones constructibles.

Le climat est relativement clément de par l'altitude (entre 750 et 830m) et l'exposition, avec une insolation moyenne élevée (supérieure à 2000 heures), une température annuelle de 8.4 °C et des précipitations faibles, de l'ordre de 700 mm environ. Toutefois, la configuration de la vallée la rend sensible au risque inondation limité dans ses parties les plus basses. La mémoire locale peut également être mise à profit pour la définition de zones d'extension ne présentant pas de risque.

1.3. Milieu naturel et occupation des sols (cf. carte n°2)

- la forêt est limitée aux versants Nord de la vallée et sur la garde de Locussol. Représentant moins du dixième de la superficie communale, elle est composée de peuplements associant feuillus et conifères qui ne présentent pas d'intérêt pour l'exploitation autre que la production de bois de chauffage, mais qu'il convient de préserver pour l'intérêt environnemental qu'ils représentent (ZNIEFF de type I " Vallée de la Borne").

- l'espace agricole occupe essentiellement les plateaux (SAU : 520 ha, soit 67 % de la superficie communale - source RGA). Les caractéristiques de l'activité agricole sont développées dans le paragraphe 2.

- présence de deux zones à caractère humide : à proximité de la limite avec Sanssac l'Eglise, et au lieu-dit "Le Lac de Freycenet " classée ZNIEFF de type I. Il convient de rappeler le rôle de ces zones dans le fonctionnement du bassin versant. (SAGE Loire amont en cours).

Il faut également signaler l'existence d'une carrière située dans la montée entre le bourg et Locussol : c'est un bien de section qui n'est plus utilisé.

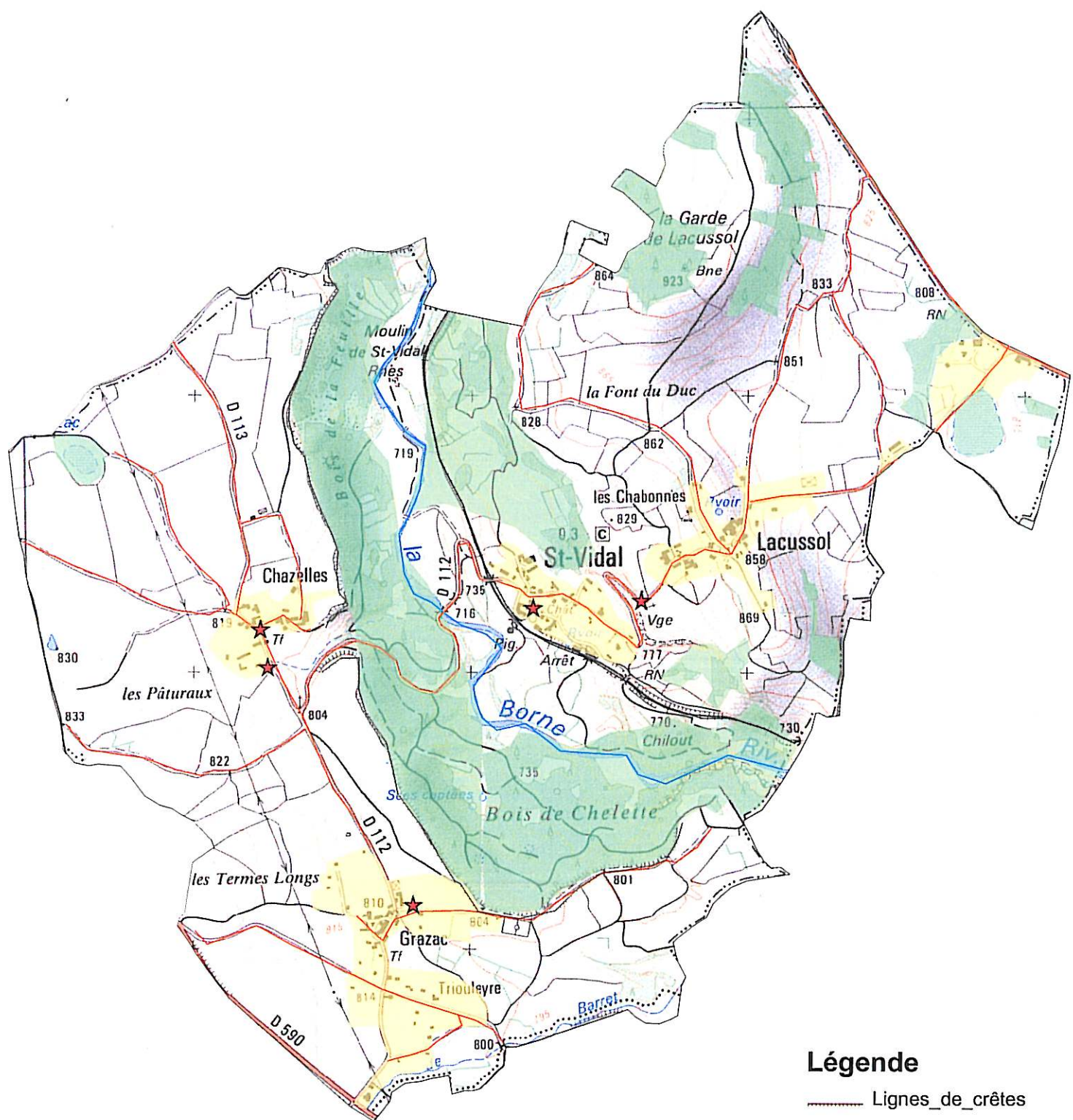
La voirie communale représente un linéaire de 9 km environ (d'après IGN) ; les perspectives de travaux se limitent à l'entretien du réseau existant.

L'implantation humaine s'organise en hameaux autour du "couderc". L'ensemble des zones à vocation urbaine représente une surface d'environ 65 ha (estimation d'après photographie aérienne) La commune est riche d'un patrimoine bâti traditionnel intéressant.

Saint-Vidal



Carte n°2



Légende

- Lignes_de_crêtes
- ★ Monuments historiques
- Chemin de fer
- Rivière
- Voirie communale
- Zone à vocation urbaine
- Zone naturelle
- Zone agricole

1.4. Aspects paysagers (cf. carte n°2)

Les éléments structurants sont les lignes horizontales du plateau (ligne de crête), et les gardes : celle de Locussol est un signal dont il convient de préserver l'aspect. Le bourg se découvre en plongeant dans la vallée (points de vue à préserver), et son implantation en surplomb par rapport à la vallée donne une identité forte qui doit être respectée. La commune est d'ailleurs traversée par plusieurs chemins de Petite Randonnée.

Les zones d'urbanisation à venir devront prendre en compte :

- la perception des monuments historiques (voir tableau des servitudes d'utilité publique en annexe) : le château, l'église, deux croix ainsi qu'un bas relief ("Maison Raynaud" à Chazelles) ;
- la qualité et l'identité du bâti local, par le resserrement autour des zones existantes, la restauration des bâtiments anciens et par la qualité des constructions ;
- une protection des éléments structurants du paysage : ligne de crête et garde de Locussol.

dans le respect des prescriptions nationales (Loi Paysage et Loi Montagne notamment - voir le document concernant les prescriptions nationales).

L'association des Services de l'Etat (S.D.A.P.), ainsi que l'intervention du C.A.U.E. ont permis de prendre en compte ces aspects.

2. Aspects socio-économiques

2.1. Quelques éléments d'histoire

Un certain nombre de gisements archéologiques témoignent d'une occupation ancienne du territoire. 13 sites protégés sont par ailleurs recensés : Château de Saint-Vidal, le Cheyloumet, Sud du château, Font le Duc, Chibout, Les Chabannes, Locussol, Grazac, Le Bourg, Le Bartion, Le Cluzel, Roche-Muse, Les termes longs.

Mais c'est le château qui donne son identité à la commune (cf. photo en couverture). Simple maison forte d'origine féodale et propriété de la famille de la Tour (le baron Antoine était gouverneur du Velay au XVI^e siècle), il sera aménagé au XIV^e siècle lors de la constitution de la seigneurie de Saint Vidal. Il prendra sa forme actuelle de château fort au XVe avec la construction des deux tours Nord et de l'enceinte pour résister aux attaques de la guerre de cent ans, puis dans la première moitié XVIe avec le donjon au Sud-ouest et l'ouverture de meurtrières lui permettant de traverser la période des guerres de religion. Dans la seconde moitié du XVIe, la façade Sud est rénovée selon les principes de la Renaissance. Depuis la fin de la seigneurie de Saint-Vidal, les travaux de restauration portent essentiellement sur les espaces intérieurs. Le château est aujourd'hui visité durant la période estivale (3000 à 3500 visiteurs par an), et accueille une exposition florale. La municipalité possède les anciennes écuries et les loue.

2.2. Saint Vidal aujourd'hui (démographie, activités, services)

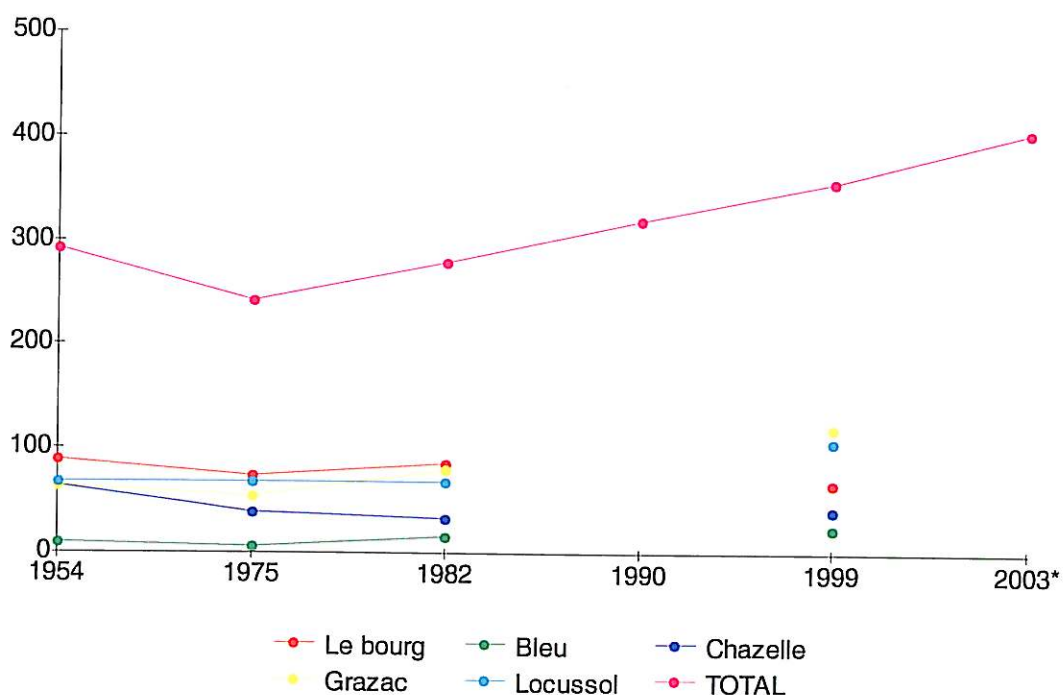
Aspects démographiques

De 278 habitants en 1982, la population communale est passée à 422 en 2003 (population " avec double-compte " - source INSEE*), 458 si l'on compte la population dite " fictive " (correspondant aux constructions en cours). L'accroissement se poursuit du fait de la situation de la commune à l'intérieur de l'agglomération ponote (accès, cadre de vie), alors même que l'agglomération perd des habitants.

La répartition géographique de cette population est la suivante :

Année	1954	1975	1982	1990	1999	2003*
Le bourg	89	74	84	Non-	66	68
Bleu	9	6	15		23	23
Chazelle	64	39	33	commu niqué	40	40
Grazac	63	55	79		120	135
Locussol	67	68	67		106	138
TOTAL (sans double compte)	292	242	278	319	355	404

*recensement complémentaire effectué par l'INSEE à la demande de la municipalité



Le développement se fait au profit des villages de Grazac (qui regroupe 34 % de la population totale), Locussol et Bleu, à proximité des grands axes routiers, alors que le bourg de St Vidal continue de perdre des habitants.

Cette population est plutôt jeune : 102 personnes, soit 28.7 % de moins de 20 ans contre 23 % au niveau départemental ; 5.9 % de plus de 75 ans (contre 9.7 %). 167 personnes actives (47 % contre 44 %), mais 20 % seulement sur la commune.

Activités économiques

L'agriculture reste l'activité principale des actifs présents sur le territoire communal, puisqu'elle occupait 42 personnes en 2000, représentant 27 Unités de Travail dont 15 personnes à temps complet ; 7 Chefs d'Exploitation ont moins de 40 ans (source : RGA 2000, actualisation Chambre d'Agriculture).

15 exploitations dont 9 dites " professionnelles " pour 13 Chefs d'Exploitation valorisent 776 ha de S.A.U. (dont 520 sur la commune) soit 66 ha en moyenne, pour 52 % en terres labourables, et produisent essentiellement du lait (1 855 000 L en 2000) et des volailles.

Il faut signaler l'appartenance au périmètre de l'A.O.C. lentille et souligner la nécessité de préserver de l'urbanisation les zones essentielles au maintien des exploitations en place.

Au total, la commune compte 5 Installations Classées à caractère agricole pour la protection de l'environnement (dont une soumise à autorisation) ; le périmètre est reporté sur le plan de zonage.

L'entreprise à caractère industriel CVA injection située à Bleu emploie à ce jour 55 salariés et 18 intérimaires. Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de produits à usage domestique à base de caoutchouc, envisage un développement à moyen terme dont il faut tenir compte dans la définition de nouvelles zones constructibles (demande en logement locatif ou en foncier constructible), même si elle génère peu de nuisances.

L'activité artisanale est représentée par :

- | | |
|--------------------|----------------------------|
| - 2 menuiseries | - 1 plombier |
| - un carreleur | - 1 distributeur d'aliment |
| - un artisan maçon | - 1 récolteur de lait |

Ces activités ne génèrent pas de nuisances particulières.

L'activité touristique correspond aux visites du château pendant la saison estivale et à la fréquentation d'un gîte sur la commune. L'ensemble du patrimoine bâti et la vallée de la Borne constituent les atouts du territoire, et se découvrent grâce aux chemins de petites randonnées qui sillonnent la commune. Un développement de la capacité d'hébergement pourrait être envisagé.

Le seul commerce présent sur la commune est le restaurant à proximité du château, sa reprise n'est pas assurée ; un établissement de transport de produits agricoles est présent sur Bleu ; une activité de vente de produits fermiers est basée à Chazelles. Les distributions itinérantes concernent l'épicerie, la boucherie-charcuterie et la boulangerie, le reste des achats se fait essentiellement sur l'agglomération ou sur Saint Paulien.

Accès aux services

L'école primaire située à Grazac est fermée depuis 1997. Les élèves se répartissent sur les écoles de Polignac, Sanssac-l'Eglise et Chaspuzac en utilisant le ramassage scolaire. Pour les autres besoins en matière de services à la population, il faut distinguer deux zones séparées par la Borne :

- Les hameaux de Locussol et Bleu sont tournés vers Saint Paulien et Polignac ;
- ceux de Grazac et Chazelles s'orientent sur Loudes ou sur l'Agglomération ponote.

Vie associative

Plusieurs associations sont domiciliées à St Vidal et participent à l'animation de la commune :

- un club de football
- un Comité des fêtes
- le club " Rétromobile 43 "
- une société de chasse
- association des anciens combattants
- Les Amis de Locussol (restauration de patrimoine bâti)

2.3. Équipements

La commune dispose d'un terrain de football réaménagé en 1999 au Nord-est de Grazac, ainsi que d'un terrain de jeux sur Grazac. Par ailleurs, une aire de pique-nique est située le long de la Borne.

Un déménagement de la Mairie est envisagé, le bâtiment actuel deviendrait un logement.

L'assainissement est en voie d'achèvement, sauf à Bleu. Cet aspect technique est pris en compte dans la détermination de zones constructibles nouvelles.

Deux déchetteries facilement accessibles : Sanssac-l'Eglise et Polignac.

Le réseau d'Alimentation en Eau Potable de Locussol semble limité pour les constructions situées sur la ligne de crête. Le raccordement sur les autres secteurs ne devrait pas poser de problème.

L'aéroport de Loudes et la circulation des ondes électromagnétiques limite la hauteur des constructions sur un secteur délimité sur le plan des servitudes.

La présence de la voie de chemin de fer, même si le trafic actuel n'est pas très conséquent, doit être prise en compte dans la définition de nouvelles zones constructibles.

Le réseau routier communal est bien entretenu ; le pont qui traverse la Borne et permet d'accéder au bourg a récemment été refait. Un projet de réfection du pont traversant la voie ferrée est en cours.

2.4. Habitat

Au dernier recensement : 165 logements dont 131 résidences principales et 19 résidences secondaires, dont 15 logements vacants. Le parc est relativement récent, puisque plus de 58 % des logements ont été construits après 1945 (contre 51.5 % au niveau du département), mais 55 ne disposent pas de chauffage central. Les maisons traditionnelles en pierre volcanique présentent un certain cachet après restauration.

La maison individuelle est fortement majoritaire (92.4 %) ; 85.5 % des ménages sont propriétaires de leur logement. Le parc locatif est donc faible malgré la demande liée pour partie à la présence de l'usine.

Le patrimoine communal est bien valorisé : 5 logements existants (2 à Grazac, l'école et l'assemblée). Deux projets sont en cours : l'actuelle Mairie et la Cure. Ces réalisations participent à la valorisation du bâti et à l'aspect des hameaux. La Municipalité emploie par ailleurs un salarié.

2.5. Documents supra-communaux

Outre les prescriptions nationales ou particulières (Loi Montagne notamment – voir document) et les servitudes d'Utilité Publique et Projets d'Intérêt Général (voir annexe), d'autres documents peuvent orienter l'aménagement du territoire communal :

Documents s'imposant à la carte communale

- Le Plan de Déplacement Urbain et Communautaire (P.D.U.C.) en cours d'élaboration préconise de privilégier le développement urbain autour des secteurs disposant d'équipements de commerce et de service, afin de limiter les besoins en déplacements. Les perspectives d'accueil de populations nouvelles sur la commune de Saint Vidal devront tenir compte de ces éléments, sans pour autant que toute construction soit proscrite. Il semble également souhaitable de favoriser l'hébergement sur place des salariés de l'usine, dans l'esprit du P.D.U.C.. Le bourg de Saint Vidal est traversé par une voie ferrée : dans le cadre de la limitation des déplacements urbains, cette ligne pourrait elle être mis à profit ?

- une réflexion sur le périmètre d'un Schéma de Cohérence Territoriale est en cours ;

- pas de Programme Local de l'Habitat ;

- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Amont, concernant la Borne, est en cours de réflexion. La carte communale doit être compatible avec le Schéma Directeur adopté en 1996.

Autres documents

- le contrat d'agglomération

Certaines fiches-actions, d'application contractuelle, concernent la commune : valorisation économique du patrimoine, label Pays d'Art et d'Histoire, candidature "pôle touristique d'Auvergne", rénovation-prospection du patrimoine de Pays, charte locale architecturale et paysagère, Programme Local de l'Habitat et Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat, Schéma des services aux publics. Ces opérations de type contractuel, peuvent permettre le soutien de projets sur le territoire communal.

Conclusion de la première partie :

Avec 46 habitants au km², Saint Vidal reste une commune rurale (42 hab./km² au niveau départemental), mais avec un développement marqué de l'urbanisation à usage d'hébergement. Facilité d'accès et cadre de vie privilégié, associés à un coût d'acquisition du foncier relativement faible favorisent les projets de construction (25 permis de construire délivrés pour des maisons individuelles depuis 2000, contre 22 entre 1995 et 1999).

2^{ème} partie: Le projet de carte communale

1. Bilan du diagnostic

1.1. Etat des lieux

La commune de Saint Vidal est donc une commune attractive ; un développement de son urbanisation doit s'envisager dans le respect des contraintes liées aux risques naturels (inondation, glissement de terrain), à son patrimoine (sites bâtis ou naturels, paysages), aux équipements en place (voies de communication et réseaux), dans un souci de maintien des activités en place (agriculture, industrie, artisanat) et en conservant son caractère de commune à dominante rurale qui participe à son attractivité.

Il resterait théoriquement aujourd'hui un ensemble de parcelles constructibles correspondant à une surface d'une vingtaine d'hectares. Toutefois, un grand nombre de propriétaires ne sont pas vendeurs, pour des raisons diverses : par exemple parce que le terrain est exploité, ou dans l'attente d'un éventuel projet de construction de leurs descendants.

1.2. Perspectives d'évolution

Après un bilan des disponibilités, la définition de nouvelles zones constructibles devra être cohérente avec un objectif de 500 à 550 habitants d'ici 5 ans, soit une évolution au rythme constaté les années précédentes, ce qui représente une surface de 3 ou 4 ha (1200 m² pour une maison individuelle, avec une moyenne actuelle de 2.56 habitants par logement), en tenant compte des parcelles qui ne seront pas vendues dans l'immédiat (estimation : 40%) : la somme des parcelles libres doit donc représenter une surface d'environ 6 ha.

Par ailleurs, la suppression du caractère constructible sur certains secteurs est envisagée suivant l'évolution réglementaire (nouveaux périmètres par exemple) et en fonction du projet communal, des sensibilités et des contraintes propres à chaque secteur. Ces évolutions sont expliquées en 3^{ème} partie.

2. Objectifs de la carte communale

2.1. Les éléments à prendre en compte et les préoccupations

La carte communale a pour vocation la définition de zones constructibles ou non, en fonction d'un projet communal et dans le respect des prescriptions nationales, des servitudes d'utilité publique (voir en annexe) et des documents qui s'imposent à elle (contexte de l'agglomération notamment).

La volonté de la municipalité est de pouvoir répondre aux demandes de constructions nouvelles tout en maîtrisant leur nombre pour éviter d'avoir à investir dans de nouveaux réseaux et de devenir un " village-dortoir " : en cela, le projet s'inscrit tout à fait dans les perspectives de l'agglomération et dans le cadre d'un développement durable du territoire communal.

2.2. Les réponses du document d'urbanisme

La carte communale ne constitue pas un Plan Local d'Urbanisme. Elle a pour vocation la définition de zones :

- **constructibles (zones U)**, à l'intérieur desquelles s'appliqueront les prescriptions nationales ou particulières concernant notamment les accès, les réseaux, l'implantation et l'aspect extérieur (Règles Générales d'Urbanisme, Loi Montagne) pour la délivrance des Permis de construire (voir document joint) ;

- **agricoles et naturelles à protéger (zones N)** pour leur valeur agricole ou pour la protection des activités agricoles environnantes ; pour leur aspect naturel, paysager, la valeur de site, l'impact visuel ; parce qu'elles présentent des risques.

Toutefois peuvent être autorisées dans ces zones: l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ; les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ; les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées (activités polluantes) et l'extension mesurée des constructions et installations existantes.

Par ailleurs, un certain nombre d'outils réglementaires sont à la disposition de la commune :

- la Participation pour Voies et Réseaux, permettant d'organiser et de maîtriser le coût des équipements ;

- le droit de préemption, sur une ou des zones définies après validation de la carte communale, permettant notamment la réalisation de projets communaux.

3^{ème} partie: Justification du zonage et incidences

Cette partie présente, pour chaque hameau, le contexte (particularités, sensibilités et contraintes techniques ou réglementaires), puis les modifications apportées aux zones U existantes en les justifiant.

1. Le Bourg de Saint Vidal

1.1. Contexte

- Village touristique
- Village très encaissé : vue en plongée sur le château et les abords par les deux routes d'accès
- zone instable à l'Ouest du village (risque mouvement de terrain)
- réseau eau et assainissement terminé
- Difficulté d'extension à l'est : limite naturelle créée par la voie ferrée
- pas d'activité agricole dans le village
- enceinte château de Saint Vidal et Eglise (monument historique classé)

1.2. Evolution envisagée

Compte tenu des contraintes liées au site et à sa topographie, aux vues à préserver, l'extension du bourg est limitée :

- la commune rénove et restaure les bâtiments publics pour du locatif (projets concernant la cure et l'actuelle mairie)
- Suppression de la parcelle en dessous du château anciennement en zone U dans l'ancienne carte communale, impact très fort sur la visibilité du château (demande de l'Architecte des Bâtiments de France, directive sur le patrimoine bâti)
- suppression d'une partie des parcelles en dessous de la route (RD 115) lieu dit " les vignes " en direction de Locussol pour problème d'accès
- pas d'implantation sur les versants et à proximité de la rivière
- légère extension de la zone U au nord du village supposant un aménagement de l'accès

2. Grazac

2.1. Contexte

- village proche de la route RD590
- développement important des constructions ces dernières années
- village situé sur le plateau
- deux exploitations agricoles (une installation classée soumise à déclaration)
- un édifice protégé : croix du XVIIIème en pierre dans le village
- réseau eau et assainissement terminé
- souhait de la commune de limiter la taille des parcelles constructibles

2.2. Evolution envisagée

Compte tenu de la forte demande sur cette zone et de sa situation géographique, une extension du village est prévue avec :

- une limitation des tailles des parcelles constructibles
- un recentrage des constructions afin d'éviter l'étalement
- création d'une bande de 15 mètres le long du ruisseau dans le village pour risque d'inondation à l'intérieur de la zone U
- extension de la zone U au sud nommé " Pré de Grazac " et au centre du village
- la prise en compte des périmètres d'exploitations
- la préservation des terres agricoles

3. Chazelles

3.1. Contexte

- Village à économie essentiellement agricole, 5 exploitations situées à l'intérieur du village et à sa périphérie
- 2 monuments historiques inscrits : (pierre tombale gallo-romaine : fontaine du hameau et maison Reynaud : bas relief représentant une tête sculptée)
- réseau eau et assainissement terminé
- entrée typique du village au sud à préserver

3.2. Evolution envisagée

Compte tenu des contraintes agricoles, l'extension de la zone U est très limitée avec :

- demande de l'Architecte des Bâtiments de France et des services de la DDE de préserver l'entrée du village en venant de Grazac en limitant la zone de construction et en s'éloignant de la route d'accès
- extension de la zone U sur l'ancienne zone E de la carte communale en limitant au périmètre d'exploitation
- préservation des terres agricoles de qualité
- le respect des périmètres d'exploitation entraînant la diminution de la zone U à l'ouest du village (article L 111-3 du code rural)

4. Locussol

4.1. Contexte

- village situé sur le plateau, en ligne de crête à l'ouest
- visibilité du château de SAINT VIDAL à préserver
- réseau d'eau et assainissement terminé
- forte demande en locatif
- foncier agricole à préserver au Nord, à l'Ouest, au sud du village
- une exploitation agricole au régime installation classée soumis à autorisation
- edifice protégé : une croix en pierre
- souhait de la commune de limiter la taille des parcelles constructibles

4.2. Evolution envisagée

Compte tenu des contraintes agricoles, et de la topographie du site, l'extension de la zone U se traduit par :

- un resserrement des zones urbanisables
- pas d'extension au sud du fait de la ligne de crête à ne pas continuer et un problème d'accès au réseau d'eau
- une extension de la zone U sur une partie de l'ancienne zone E (limiter la taille des parcelles)
- une extension possible dans le centre ouest du village lieu dit " Fouiliol "avec création d'un accès communale
- suppression des parcelles en zone U située dans le périmètre d'exploitation agricole (article L 111- 3 du code rural)

5. Bleu

5.1. Contexte

- présence d'une zone humide au sud du village "Le Lac "
- Village à accès direct sur la route nationale : RN 102
- assainissement individuel
- présence d'une usine avec extension prévue
- marge de recul le long de la RN 102 de 35 mètres où le permis de construire ne peut être accordé pour une construction destinée à l'habitation (art R111-5) dans la zone U

5.2. Evolution envisagée

Compte tenu d'un nombre conséquent de parcelles en U libre et de la présence de l'usine la prévision est :

- création d'une zone UI (spécifique) réservé aux activités industrielles
- légère extension de la zone U entre la zone UI et la zone U de l'ancienne carte communale au lieu dit " Cherchaud "

Conclusion de la troisième partie :

L'incidence des choix sur l'environnement a été pris en compte de la manière suivante :

Sur le paysage

Suppression de zones constructibles préjudiciables à la découverte des sites protégés et notamment du château, ainsi qu'aux entrées de village dont il convient de préserver l'aspect traditionnel qui fait leur attrait (Chazelles) ;

Extension mesurée des zones constructibles, dans la continuité du bâti existant, en maintenant des paysages harmonieux (lignes de crête) ;

Enfin, si la carte communale ne permet pas de réglementer l'architecture et l'aspect des constructions à venir, ceux-ci devront tenir compte de l'existant.

Sur le milieu naturel

La politique communale pour des réseaux d'assainissement de qualité sera maintenue ;

Les zones constructibles nouvelles respectent la sensibilité des milieux naturels (Vallée de la Borne, ZNIEFF) ;

En fonction des éléments connus, les zones où des risques naturels sont identifiés sont classés en zones naturelles.

Sur la qualité de vie

Les aménagements et équipements susceptibles de produire des nuisances affectant les habitants ont été pris en compte, conformément aux textes réglementaires en vigueur et dans un souci de préservation des activités en place.

Conclusion

Le diagnostic communal fait apparaître :

- une demande et des besoins en matière de construction et d'hébergement ;*
- des sensibilités : risques naturels, patrimoine bâti, naturel, et vocation agricole à préserver ;*
- des enjeux définis à une échelle plus vaste et qui concernent le territoire communal.*

Face à ce constat, et à la lumière des prescriptions nationales et particulières, le conseil municipal a élaboré un projet :

- prenant en compte tous ces aspects ;*
- permettant de libérer une surface d'environ 6 ha 50, conformément à l'objectif de population (500 à 550 d'ici 5 ans) ;*
- pour un développement harmonieux et durable de son territoire.*

Personnes –organismes – documents consultés

Personnes et organismes associés

- *Le Conseil municipal, en particulier les membres de la commission urbanisme*
- *D.D.E. (subdivision et service de l'urbanisme et de l'habitat)*
- *Chambre d'agriculture – Service Aménagement*
- *D.D.A.F. de Haute-Loire*
- *S.D.A.P.*
- *C.A.U.E.*

Personnes contactées ou rencontrées

- *P.D.G. de C.V.A. injection*
- *Le propriétaire du château*

Documents

- *Code de l'urbanisme*
- *Ancienne carte communale*
- *Recensements INSEE et R.G.A.*
- *Dossier Départemental des Risques Majeurs*
- *Porter à connaissance des services de l'Etat sur la carte communale de Saint Vidal*
- *Projet contrat d'agglomération*
- *P.D.U.C.*

Annexes

- Dossier Départemental des Risques Majeurs (extraits)
Voir également l'étude BRGM / CETE jointe
- Recensement complémentaire 2003
- Tableau des servitudes d'utilité publique et projets d'intérêt général

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

CELLULE D'ANALYSE DES RISQUES ET D'INFORMATION PRÉVENTIVE



**DOSSIER DÉPARTEMENTAL
DES
RISQUES MAJEURS**

ÉDITION : MARS 1999

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

I - Qu'est-ce que le risque majeur ?

Un événement potentiellement dangereux - ALEA - (figure 1) ne devient RISQUE MAJEUR (figure 3) que s'il s'applique à une zone où des ENJEUX humains, économiques ou environnementaux (figure 2) sont présents.

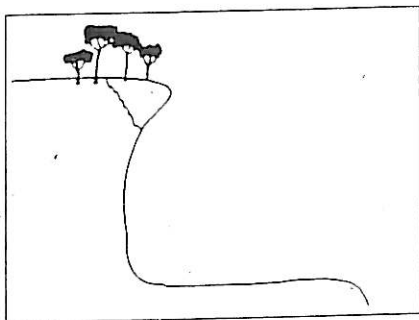


Figure 1 : Aléa

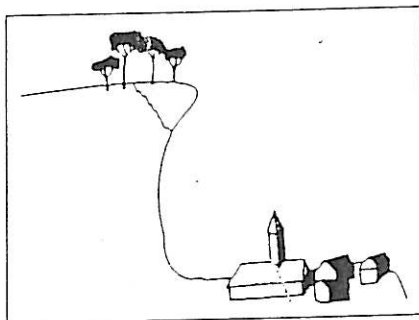


Figure 2 : Enjeux

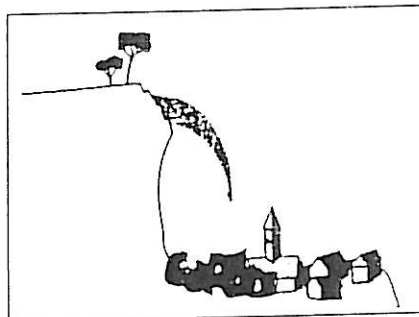


Figure 3 : Risque majeur

Le risque majeur a deux caractéristiques essentielles :

- sa gravité, si lourde à supporter par les populations, voire les Etats ;
- sa fréquence, si faible qu'on pourrait être tenté de l'oublier et de ne pas se préparer à sa survenue.

C'est pourquoi le Ministère de l'Environnement développe sur 5 ans un vaste programme d'information préventive dans les 5000 communes à risques, en s'appuyant sur les préfectures et les collectivités territoriales.

Mieux informés et formés, tous (élèves, citoyens, responsables) intégreront mieux le risque majeur dans leurs sujets de préoccupation, pour mieux s'en protéger : c'est ainsi que tous acquièrent une confiance lucide, génératrice de bons comportements individuels et collectifs.

II - Qu'est-ce que l'information préventive ?

L'information préventive consiste à renseigner le citoyen sur les risques majeurs susceptibles de se développer sur ses lieux de vie, de travail, de vacances.

Elle a été instaurée en France par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 : «le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger ».

Le décret du 11 octobre 1990 a précisé le contenu et la forme des informations auxquelles doivent avoir accès les personnes susceptibles d'être exposées à des risques majeurs ainsi que les modalités selon lesquelles ces informations leur seront portées à connaissance, à savoir :

- dans les communes dotées d'un Plan Particulier d'Intervention ou d'un document de prise en compte du risque dans l'aménagement, dans celles situées dans les zones à risque sismique, volcanique, cyclonique ou de feux de forêt ainsi que celles désignées par arrêté préfectoral ;
- le Préfet établit le dossier communal synthétique, le maire réalise le document d'information, ces deux pièces étant consultables en mairie par le citoyen ;
- l'affichage dans les locaux regroupant plus de cinquante personnes est effectué par le propriétaire selon un plan d'affichage établi par le maire et définissant les immeubles concernés.

Par circulaire du 25 février 1993, le Ministère de l'Environnement a demandé aux Préfets d'établir la liste des communes à risques, en leur demandant de définir un ordre d'urgence pour que tous les citoyens concernés soient informés sous cinq ans.

L'information préventive est faite en priorité dans les communes où il y a des enjeux humains : risque de victimes. L'information portera donc d'abord sur les communes où les enjeux humains sont les plus importants, où les protections sont les plus fragiles (exemple : campings).

Pour réaliser cette information préventive, une cellule d'analyse des risques et d'information préventive (CARIP) a été constituée dans chaque département ; elle est placée sous l'autorité du Préfet et regroupe les principaux acteurs départementaux du risque majeur et de la sécurité civile.

C'est cette cellule qui a établi, sur directives de la préfecture, ce dossier départemental des risques :

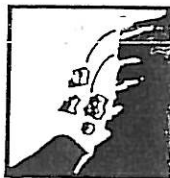
- ce n'est pas un document réglementaire opposable aux tiers ;
- c'est un document évolutif ;
- c'est un document de sensibilisation (destiné aux responsables et acteurs du risque majeur) à partir duquel sera élaboré le document communal synthétique permettant aux maires de développer l'information préventive dans leur commune.

Ce document ne traite que des risques majeurs du département de la Haute-Loire. Les communes mentionnées sont concernées, par au moins un risque naturel ou technologique majeur, pour partie de leur territoire (mais pas forcément pour la totalité).

III - Quelles ont été les catastrophes dans le département ?

Les événements cités ci-dessous n'ont aucun caractère exhaustif, il s'agit de simples exemples qui doivent faire prendre conscience qu'une catastrophe, qu'elle soit naturelle ou technologique, peut arriver.

2) Mouvements de terrain



Au mois de juillet 1977, un important glissement de terrain a eu lieu à Saint Vidal, provoquant la coupure de la voie ferrée le Puy-Clermont Ferrand.

Au mois de juin 1992, les murs d'une ferme ont été fissurés suite à un glissement de terrain qui s'est produit sur le territoire de la commune de Chamalières sur Loire, au lieu-dit « Le Mazer ». *Glissement de terrain de Juillet 1977 - Saint-Vidal*



Glissement de terrain de Juillet 1977 - Saint-Vidal



LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

I - Qu'est-ce qu'un mouvement de terrain ?

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol ; il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme.

II - Comment se manifeste-t'il ?

Il peut se traduire par :

En plaine :

- un affaissement plus ou moins brutal de cavités souterraines naturelles ou artificielles (mines, carrières...)
- des phénomènes de gonflement ou de retrait liés aux changements d'humidité de sols argileux (à l'origine de fissurations du bâti)
- un tassement des sols compressibles (vase, tourbe, argile...) par surexploitation

En montagne :

- des glissements de terrains par rupture d'un versant instable
- des écroulements et chutes de blocs
- des coulées boueuses et torrentielles

III - Quels sont les risques de mouvement de terrain dans le département ?

En fonction des différentes études menées dans le département / la commune, la carte des communes à risque de mouvement de terrain figure page 25.

IV- Quelles sont les mesures prises dans le département ?

Par exemple :

- repérage des zones exposées (études préliminaires)
- suppression, stabilisation de la masse instable ; drainage ...
- système de déviation, de freinage et d'arrêt des éboulis
- interdiction de construire dans les zones les plus exposées et mesures restrictives

V- Que doit faire la population ?

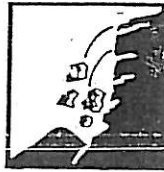
En cas d'éboulements, de chutes de pierres

AVANT :

- s'informer des risques encourus et des consignes de sauvegarde

PENDANT :

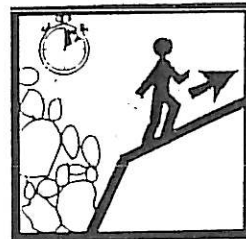
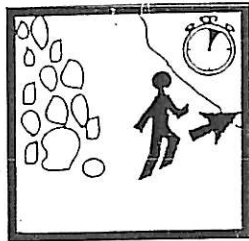
- fuir latéralement
- gagner au plus vite les hauteurs les plus proches
- ne pas revenir sur ses pas
- ne pas entrer dans un bâtiment endommagé



APRES :

- évaluer les dégâts et les dangers
- informer les autorités
- se mettre à disposition des secours

Les réflexes qui sauvent :

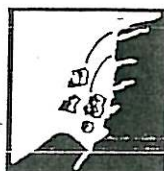


VI - Où s'informer hors période de crise ?

Les principaux services pouvant répondre à vos questions sont :

- La Direction Départementale de l'Équipement (Tél 04 71 05 84 05)
- La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (Tél 04 71 07 03 00)
- Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (Tél 04 71 09.43.43)
- Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières-Auvergne (Tél 04 73 28 63 63)

Ils vous orienteront, si besoin est, vers d'autres services.



LISTE DES COMMUNES RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

AIGUILHE	CHILHAC	RETOURNAC
ALLEYRAS	COUBON	RIOTORD
ARAULES	CUSSAC SUR LOIRE	ROSIERES
ARSAC EN VELAY	DESGES	ST ANDRE DE CHALENCON
AUREC SUR LOIRE	DUNIERES	ST ARCONS D'ALLIER
AUVERS	ESPALEM	ST CHRISTOPHE D'ALLIER
AUZON	ESPALY ST MARCEL	ST ETIENNE LARDEYROL
BAS EN BASSET	GOUDET	ST FERREOL D'AUROURE
BEAULIEU	GRENIER MONTGON	ST FRONT
BEAUX	JOSAT	ST GERMAIN LAPRADE
BEAUZAC	LANTRIAAC	ST HAON
BESSAMOREL	LAUSSONNE	ST HOSTIEN
BESSEYRE STE MARY (LA)	LAVOÛTE S/LOIRE	ST JULIEN DU PINET
BLANZAC	LEMPDES	ST JUST PRES BRIOUDE
BLAVOZY	LEOTOING	STE MARGUERITE
BLESLE	MALREVERS	ST MARTIN DE FUGERES
BORNE	MALVALETTE	ST MAURICE DE LIGNON
BRIGNON (LE)	MAZEYRAT AUROUZE	ST PAL DE SENOUIRE
BRIVES CHARENSAC	MEZERES	ST PAULIEN
CEYSSAC	MONASTIER S/GAZEILLE (LE)	ST PIERRE EYNAC
CHADRAC	MONISTROL D'ALLIER	ST PREJET D'ALLIER
CHADRON	MONISTROL SUR LOIRE	ST VIDAL
CHAMALIERES S/LOIRE	MONTEIL (LE)	SANSSAC L'EGLISE
CHAMBEZON	MONTUSCLAT	SAUGUES
CHANTEUGES	MOUDEYRES	SOLIGNAC SUR LOIRE
CHAPELLE D'AUREC (LA)	PEBRAC	TORSIAC
CHARRAIX	PERTUIS (LE)	VALS PRES LE PUY
CHASPINHAC	POLIGNAC	VEZEZOUX
CHAZELLES	PUY EN VELAY (LE)	YSSINGEAUX

NB : Les communes figurant sur la liste ci-dessus sont mentionnées dans, au moins, l'un des documents suivants :

- Etudes réalisées par le BRGM Auvergne au mois de septembre 1989 (carte-au 1/100 000 de l'ensemble du département).
- Carte ZERMOS au 1/10 000 pour le bassin du Puy en Velay, concernant 6 communes.
- Etudes réalisées conjointement par le BRGM Auvergne et le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont Ferrand au mois de février 1990 (pour 25 communes du bassin du Puy en Velay), au mois d'août 1990 (pour 4 communes du secteur d'Yssingeaux)-cartes au 1/25 000, au mois de juin 1995 (pour 4 communes du secteur Retournac, Rosières) et fin 1996 (pour 6 communes à l'est du Puy en Velay vers Beaulieu).
- Arrêtés Interministériels portant constatation de l'état de catastrophes naturelles.
- Correspondance de la Direction Départementale de l'Equipement en date du 17 août 1994 (observation sur le DDRM).
- Correspondance de la Direction Départementale de l'Equipement en date du 8 novembre 1996 concernant les communes de St -Etienne-Lardeyrol et Malrevers.
- Correspondance de M. Le Maire de Chilhac en date du 28 février 1987, réponse de la DDE du 12 mai 1996.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
—
RECENSEMENT COMPLÉMENTAIRE DE LA POPULATION
ANNÉE 2003
—

Ex: 1/03
Département :
HAUTE-LOIRE

Commune :
SAINT-VIDAL

FEUILLE RÉCAPITULATIVE

pour le décompte de la nouvelle population et l'attribution de population fictive

À établir par la mairie en trois exemplaires :

- un exemplaire à conserver par la commune ;
- un exemplaire à adresser au préfet à titre de proposition pour la nouvelle population légale de la commune et pour la population fictive ;
- un exemplaire à adresser au directeur régional de l'INSEE avec les documents du recensement complémentaire (dossiers d'immeuble collectif, feuilles de logement et bordereaux d'immeuble en construction).

Envoyé 1^{er} à Préf
le 21/11/03
Remis 1^{er} à Insee
le 22.10.03

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE POUR LA COMMUNE

Désignation	Population totale	dont	
		Population municipale	Population comptée à part
A. Rappel des résultats du recensement général de 1999 (ou, le cas échéant, du dernier recensement complémentaire pour les communes qui en ont effectué un postérieurement à 1999)	373	355	18
B. Accroissement de la population résultant du recensement complémentaire (dans la colonne "population totale" porter le total de la colonne 5 - liste 1 de la page suivante - suivi, le cas échéant, du nombre figurant en case S+S' de l'annexe et, dans tous les cas, porter la somme de ces deux nombres à la ligne "accroissement de la population" ; dans la colonne "population comptée à part", porter le total de la colonne 5 de la liste 3 de l'annexe ; la population municipale s'obtient par différence de ces deux nombres).	49 49 S+S' 0	49	0
A + B. NOUVELLE POPULATION LÉGALE	422	404	18
C. POPULATION FICTIVE 4 (n - q) + (p + 2 p') : voir ci-dessous.	3.6		
D. Nombre d'immeubles neufs contenant des logements (éventuellement inclure le nombre de communautés) achevés		16	
(Nombre de lignes de la liste 1, pages 2 et 3, augmenté le cas échéant, du nombre de communautés)		16	
E. Nombre de logements neufs (y compris, ceux de la liste 4 de l'annexe)		9	
(Total de la liste 1, colonne 4, augmenté, le cas échéant, de celui de la liste 4, colonne 3)		9	
F. Nombre d'immeubles en construction		9	(n)
(Nombre de lignes de la liste 2 page 4.)		9	
G. Nombre de logements prévus dans ces immeubles en construction		0	(p)
(Total de la liste 2, colonne 3.)		0	
H. Nombre de chambres individuelles (ou de lits dans les établissements) dans les communautés en construction		0	(p')
(Total de la liste 2, colonne 4)		0	
H'. Nombre de chambres pour couples dans les communautés en construction		0	(q)
(Total de la liste 2, colonne 5)		0	
I. Nombre de logements détruits lors des opérations de rénovation urbaine pour lesquelles des logements comptés à la ligne G, donnent droit à l'attribution de population fictive		0	

À SAINT-VIDAL, le 16/10/03
Certifié exact : le Maire

Vu l'avis favorable du Conseil National de l'Information Statistique, cette enquête, reconnue d'intérêt général, est obligatoire.
Visa n° 2000 X 062 EC du Ministre chargé de l'Économie, valable du 1^{er} octobre 2000 au 31 octobre 2006.

Selon la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique, tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative.
Questionnaire confidentiel destiné à l'INSEE.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à la présente enquête. Elle garantit aux personnes concernées un droit d'accès et de rectification pour les informations les concernant. Ce droit peut être exercé auprès des Directions et Services régionaux de l'INSEE.

TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

C - Canalisations

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
b) <u>Eaux et assainissement</u> Servitudes pour la pose de canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées et pluviales) A 5 - Canalisation publique d'assainissement	Loi n° 62.904 du 04.08.1962 et décret n° 64.158 du 15.02.1964	A.P. n° D2-B1-2000-675 Du 24 Novembre 2000	D.D.A.F.

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

I - Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

B - Patrimoine culturel

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUTE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
a) <u>Monuments historiques</u> Servitude de protection des monuments historiques ACI - <u>Eglise</u> - Croix en pierre « Locussol » - Fontaine du hameau de Chazelles – Cippe funéraire au nom de Licentiose IIIème siècle - Maison Raynaud au hameau de Chazelles : bas relief représentant une tête sculptée, placé sur la façade - Château (parcelle n° 392 – Section A) - Croix du XVIIIème en pierre, hameau de Grazac - Château : enceinte	Article 1 à 5 de la loi du 31.12.1913 modifiée sur les monuments historiques. Article 1er et 13 bis de la loi du 31.12.1913	<u>Classement M.H. :</u> 19 Novembre 1907 19 Août 1907 20 Octobre 1913 22 Décembre 1955 21 Novembre 1958 <u>Inventaire M.H. :</u> 11 Juin 1930 30 Novembre 1991	S.D.A.P.

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

I - Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A - Patrimoine naturel

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
c) <u>Eaux</u> Servitudes attachées à la protection des eaux potables et résultant de l'instauration des périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) ASI - Source « Aigo-Salado »	Articles L 20 du Code de la Santé Publique et du décret 61.859 du 01.08.1961 modifié par décret n° 67.1093 du 15.12.1967	A.P. n° D2-B1-2000-67 du 17 Février 2000	D.D.A.S.S.

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A - Energie

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
a) <u>Electricité</u> Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques I4 - Ligne 63 KV Bellevue – Loudes - Sanssac	Article 12 modifié de la loi du 15.06.1906. Article 298 de la loi des finances du 13.07.1925 Article 35 de la loi 46.628 du 08.04.1946 modifiée Article 25 du décret 64.481 du 23.01.1964	D.U.P. du 13 Décembre 1972	R.T.E. LYON

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

E - Télécommunications

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunications (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques).</p> <p>PT 3</p> <p>- Câble 43-15 Le Puy-Allègre</p> <p>- Câble 317-04 Langeac-Le Puy</p> <p>- Câble Locussol- Bleu-Polignac</p> <p>- Câble Chazelles-Chaspuzac</p>	<p>Articles L 48 du Code des Postes et Télécommunications.</p>	<p>A.P. 1D1-72-367 du 4 octobre 1972</p> <p>A.P. du 28 Mai 1970</p> <p>A.P. 1D1-81-334 du 30 Décembre 1981</p> <p>A.P. 1D1-82-28 du 8 Février 1982</p>	<p>FRANCE-TELECOM</p> <p>Unité Régionale de Réseau Auvergne</p> <p>10, Avenue Charras</p> <p>63962 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9</p>

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D - Communications

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
a) Voies ferrées Servitudes relatives aux chemins de fer T 1	Loi du 15.07.1845 sur la police des chemins de fer. Article 6 du décret du 30.10/1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques.		S.N.C.F. 63

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

E - Télécommunications

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>Servitude radioélectrique de protection des installations aéronautiques.</p> <p>T 8</p> <p>Centre Le Puy Aérodrome CCT n° 043-24-002 - servitude PT 1 (perturbations) - servitude PT 2 (obstacles)</p>	<p>Articles L 54 à L 62 et R 21 à R 43 du Code des Postes et Télécommunications.</p>	<p>Décret du 23 Décembre 1993 Décret du 13 Septembre 1993</p>	<p>D.D.E. HAUTE-LOIRE</p> <p>Service des Bases Aériennes – Subd. Le Puy-Nord Direction Générale de l'Aviation Civile</p>

LES PROJETS D'INTERET GENERAL

et

LES OPERATIONS D'INTERET NATIONAL

COMMUNE DE ST VIDAL

Situation au 9 Décembre 2003

PROJET D'INTERET GENERAL

INTERVENANT	SERVICE GESTIONNAIRE	PROJET D'INTERET GENERAL
ETAT	D.D.E. – Subdivision Le Puy- Nord et Direction Générale de l'Aviation Civile	<ul style="list-style-type: none">- Avant projet plan de masse (A.P.P.M. n° 659 D/4 du 14 Septembre 1949)- Un nouvel A.P.P.M., pris en considération le 5 Novembre 1984 n'a pas été approuvé.